

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages 600 F • 32 à 44 pages 1000 F • 48 à 60 pages 1500 F • Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS

LOIS

2004

16 janv. - Loi n° 2004 - I autorisant la ratification du protocole de CARTAGENA sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique adopté à Montréal le 29 janvier 2000..... 1

1^{er} mars - Loi organique n° 2004- 4 sur la Cour constitutionnelle.... 2

ARRETES ET DECISIONS

Cour constitutionnelle du Togo

DECISIONS

2004

26 février - Décision n° C-1/4 portant requête du Président de la République aux fins de contrôle de constitutionnalité..... 5

PARTIE NON OFFICIELLE

Récépissé de déclaration d'association..... 6

1997

28 oct - Décision n°51/ML portant reconnaissance de la désignation 6 d'un chef quartier.....

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS

LOIS

LOIN° 2004 - 001 du 16 janvier 2004 autorisant la ratification du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique adopté à Montréal le 29 janvier 2000.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier - Est autorisée la ratification du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, adopté à Montréal le 29 janvier 2000.

Art. 2 - La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 16 janvier 2004

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier ministre
Koffi SAMA

LOI ORGANIQUE N° 2004-004 du 1^{er} Mars 2004 sur la Cour constitutionnelle

TITRE PREMIER - DE L'ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER

DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - La Cour constitutionnelle est la plus haute juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle. Elle est une institution indépendante. Elle jouit de l'autonomie de gestion administrative et financière.

Art. 2 - Les membres de la Cour constitutionnelle sont nommés ou élus conformément aux dispositions de l'article 100 de la Constitution.

Art. 3 - Avant d'entrer en fonction, les membres de la Cour constitutionnelle prêtent serment au cours d'une cérémonie solennelle d'installation devant le Président de la République, en présence du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Sénat dans les termes suivants :

« Je jure de bien et fidèlement accomplir mes fonctions en toute impartialité dans le respect de la Constitution, de garder le secret des votes et des délibérations, de ne prendre aucune position publique et de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence de la Cour constitutionnelle. »

Art. 4 - La Cour constitutionnelle est présidée par un Président nommé par le Président de la République pour une durée de sept (07) ans.

Art. 5 - Le remplacement des membres de la Cour constitutionnelle s'effectue au moins huit (08) jours avant l'expiration de leur mandat.

Art. 6 - Tout membre de la Cour constitutionnelle peut démissionner de ses fonctions.

La démission est faite par lettre adressée à la Cour qui en informe le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat.

Art. 7 - La Cour constitutionnelle constate la démission d'office de celui de ses membres qui accepte une fonction ou un emploi électif incompatible avec sa qualité de membre de la Cour, qui n'a plus la jouissance des droits civils et politiques ou qui a commis un acte de forfaiture.

Tout manquement aux obligations prescrites par la présente loi organique constitue un acte de forfaiture.

La Cour constate également l'empêchement définitif de celui de ses membres qui est atteint d'une incapacité physique ou mentale permanente rendant impossible l'exercice de ses fonctions et dûment certifiée par trois (03) médecins assermentés, désignés par elle.

Elle en informe le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat.

Art. 8 - En cas de décès, de démission volontaire, de démission d'office ou d'empêchement définitif d'un membre de la Cour constitutionnelle, il est pourvu à son remplacement dans les trente (30) jours.

Le remplacement prend effet à compter de la date de nomination ou d'élection.

Art. 9 - Les membres de la Cour, désignés en remplacement de ceux dont les fonctions ont pris fin avant le terme normal, achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Ils prêtent serment dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Art. 10 - La Cour constitutionnelle élabore son règlement intérieur.

CHAPITRE 2

DES CONDITIONS D'ELECTION ET DE NOMINATION DES MEMBRES DE LA COUR

Art. 11 - Les personnes visées à l'article 100 de la Constitution ne peuvent être élues ou nommées à la Cour constitutionnelle que si elles remplissent les conditions suivantes :

- être de nationalité togolaise;
- avoir la qualité d'électeur ;
- ne pas être membre d'un bureau exécutif ou des instances diri-

geantes d'une formation politique ;
- n'avoir jamais subi une condamnation civile ou pénale.

Art. 12 - L'élection des membres de la Cour constitutionnelle par l'Assemblée nationale et le Sénat est faite conformément au règlement intérieur de chacune des deux (02) assemblées.

Nul n'est élu membre de la Cour constitutionnelle s'il n'a obtenu la majorité des deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

Art. 13 - Les contestations auxquelles peut donner lieu l'élection des membres de la Cour constitutionnelle autres que ceux désignés par le Président de la République, sont adressées au Président de la Cour suprême, par tout candidat, dans les quarante huit (48) heures qui suivent l'élection.

Les requêtes écrites contiennent :

- le nom, les prénoms et qualités du requérant ;
- le nom, les prénoms et qualités de l'élu contesté ainsi que les motifs de la contestation.

Des pièces ou preuves matérielles peuvent être produites.

Art. 14 - En cas de non contestation des résultats de l'élection d'un membre de la Cour constitutionnelle, les procès-verbaux sont transmis dans les quarante huit (48) heures après le délai de contestation par le Président de chacune des deux (02) assemblées au Président de la République.

En cas des contestations des résultats d'une élection, la Cour suprême dispose d'un délai de soixante-douze (72) heures pour statuer.

Dans un délai de soixante-douze (72) heures après le prononcé de la décision de la Cour suprême, les procès-verbaux et la décision sont transmis par les Présidents des deux (02) assemblées au Président de la République.

En cas d'annulation d'une élection par la Cour suprême, l'assemblée concernée organise un nouveau scrutin dans un délai de dix (10) jours à compter du prononcé de la décision d'annulation.

Il en est de même lorsqu'une personne élue membre de la Cour renonce à la fonction avant même sa prestation de serment.

CHAPITRE 3

DU STATUT DES MEMBRES DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Art. 15 - Les fonctions de membre de la Cour constitutionnelle sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat électif, de tout emploi public, civil ou militaire, de toute activité professionnelle ainsi que de toute fonction de représentation nationale.

Tout membre de la Cour constitutionnelle en fonction se trouvant dans un des cas d'incompatibilité doit démissionner dans un délai de huit (08) jours à compter de la date de survenue de l'incompatibilité.

Toutefois, les membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur sont autorisés à poursuivre leur activité professionnelle.

Art. 16 - Pendant la durée de leur mandat, les membres de la Cour constitutionnelle ne peuvent prendre publiquement position ou donner des consultations sur les questions susceptibles de faire l'objet de décision de la part de la Cour.

Cependant, ils peuvent faire des publications et des communications à caractère scientifique allant dans le sens des décisions rendues par la Cour.

Art. 17 - Conformément à l'article 102 de la Constitution, les membres de la Cour constitutionnelle ne peuvent être poursuivis, recherchés, arrêtés, détenus ou jugés qu'avec une autorisation de la Cour constitutionnelle, sauf en cas de flagrant délit.

Art. 18 - En cas de flagrant délit, le Président de la Cour constitutionnelle est saisi immédiatement, et au plus tard dans les quarante huit (48) heures, par le ministre de la Justice.

La Cour statue dans un délai de soixante-douze (72) heures.

La décision prononçant la levée de l'immunité est motivée. Elle est transmise sans délai au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale, au Président du Sénat et au Premier ministre.

Art. 19 - Sauf cas de flagrant délit, la demande tendant à la poursuite ou à l'arrestation d'un membre de la Cour constitutionnelle ne peut émaner que du gouvernement.

La Cour statue dans un délai de huit (8) jours suivant la réception de la demande.

Sa décision est motivée et transmise dans les mêmes conditions qu'à l'article 18 ci-dessus.

TITRE II - DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE PREMIER

DES DISPOSITIONS GENERALES

Art. 20 - La Cour constitutionnelle se réunit sur convocation de son président.

En cas d'empêchement du président, la Cour dispose confor-

niement à son règlement intérieur.

Art. 21 - La Cour constitutionnelle est dotée d'un secrétariat général dirigé par un secrétaire général et placé sous l'autorité du président de la Cour.

Le secrétaire général est nommé par décret en Conseil des ministres sur proposition du président de la Cour constitutionnelle en dehors des membres de la Cour.

L'organisation du secrétariat général est déterminée par le règlement intérieur de la Cour.

Art. 22 - Dès réception d'une requête, le président en confie l'examen à un rapporteur désigné parmi les membres de la Cour.

Art. 23 - Le rapporteur instruit l'affaire dont il est chargé. L'affaire est ensuite portée devant la Cour réunie en assemblée qui en délibère à huis clos.

Les décisions de la Cour sont motivées et publiées au Journal officiel de la République togolaise.

Art. 24 - Les décisions de la Cour constitutionnelle sont rendues à la majorité de ses membres. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 25 - Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités civiles, militaires et juridictionnelles.

Art. 26 - Les crédits nécessaires au fonctionnement de la Cour constitutionnelle sont inscrits au budget général.

Le président de la Cour constitutionnelle est l'ordonnateur des dépenses.

Les indemnités et avantages liés à la fonction de membre de la Cour constitutionnelle sont fixés par la loi.

CHAPITRE 2

DU CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE

Art. 27 - Avant leur promulgation, les lois organiques adoptées par l'Assemblée nationale sont transmises par le Président de la République à la Cour constitutionnelle pour en vérifier la constitutionnalité.

Aux mêmes fins, les règlements intérieurs et les modifications des règlements intérieurs adoptés par toutes les institutions de la République sont soumis, avant leur application, à la Cour constitutionnelle par leurs présidents respectifs.

Art. 28 - Les lois, avant leur promulgation, peuvent être déferées à la Cour constitutionnelle par le Président de la République, le Premier ministre, le Président de l'Assemblée nationale, ou un

cinquième (1/5) des membres de l'Assemblée nationale.

Art. 29 - La saisine de la Cour constitutionnelle suspend le délai de promulgation énoncé à l'article 67 de la Constitution.

La publication d'une déclaration de la Cour constitutionnelle constatant qu'une disposition n'est pas contraire à la Constitution met fin à la suspension du délai de promulgation.

Art. 30 - Lorsqu'elle est saisie conformément à l'article 105 de la Constitution, la Cour constitutionnelle donne son avis sur les projets d'ordonnances dans un délai de quinze (15) jours.

Art. 31 - Un texte déclaré non conforme à la Constitution par la Cour constitutionnelle ne peut être promulgué. S'il a été déjà mis en application, il doit être retiré de l'ordonnancement juridique.

Toutefois, lorsque la Cour estime qu'une disposition incriminée est séparable du reste du texte, ce texte peut être promulgué sans ladite disposition.

Lorsque la Cour constitutionnelle, en application de l'alinéa 5 de l'article 104 de la Constitution, déclare que le règlement intérieur ou la modification du règlement intérieur dont elle est saisie, contient une disposition contraire à la Constitution, cette disposition ne peut être mise en application.

Art. 32 - La Cour constitutionnelle doit rendre ses décisions dans un délai de trente (30) jours. Toutefois, lorsque la Cour statue sur les violations des droits de la personne humaine et des libertés publiques, sa décision doit intervenir dans un délai de huit (08) jours.

Art. 33 - Dans le cas de l'examen de l'exception d'inconstitutionnalité tel que prévu à l'article 104 de la Constitution, la Cour constitutionnelle est saisie par la juridiction devant laquelle l'exception d'inconstitutionnalité a été soulevée.

La Cour doit statuer sur l'exception dans un délai d'un (01) mois.

Toutefois, ce délai peut être réduit à huit (08) jours en cas d'urgence.

CHAPITRE 3

DE LA REGULATION DU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS

Art. 34 - En cas de conflit d'attribution entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, le Président de l'Assemblée nationale ou le Premier ministre saisit la Cour constitutionnelle.

Art. 35 - La Cour constitutionnelle dispose d'un délai de trente (30) jours pour rendre sa décision. Celle-ci est notifiée au Prési-

dent de l'Assemblée nationale et au Premier ministre et publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Art. 36 - En cas de conflit de compétence entre des institutions de l'Etat, la Cour constitutionnelle est saisie par la plus diligente des institutions concernées.

Art. 37 - La requête écrite est adressée au président de la Cour constitutionnelle par le représentant légal de l'institution requérante et déposée au greffe de la Cour.

Elle doit comporter :

- l'exposé des faits, objet du litige ;
- le fondement juridique de la requête ;
- la date, le nom et la signature du représentant légal ainsi que le cachet de l'institution requérante.

Art. 38 - La requête est numérotée et enregistrée par le greffier de la Cour qui en délivre un récépissé.

Art. 39 - La Cour constitutionnelle doit statuer dans un délai de trente (30) jours. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à huit (08) jours.

La décision de la Cour est notifiée aux parties et au Premier ministre. Elle est publiée au Journal officiel de la République togolaise.

TITRE III - DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 40 - Les modalités d'application de la présente loi organique sont déterminées par décret en Conseil des ministres.

Art. 41 - La présente loi organique abroge toutes les dispositions légales et réglementaires contraires, notamment la loi organique n° 97-01 du 8 janvier 1997 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle.

Art. 42 - La présente loi organique sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 1^{er} mars 2004

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier ministre
Koffi SAMA

ARRETE ET DECISION

Cour constitutionnelle du Togo

DECISIONS

AFFAIRE : Requête du Président de la République aux fins de contrôle de constitutionnalité de la loi organique sur la Cour constitutionnelle.

DECISION N° C-001/04 DU 26 FEVRIER 2004 « AU NOM DU PEUPLE TOGOLAIS »

La Cour Constitutionnelle,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment en ses articles 92 et 104, alinéas 1, 3, 4 et 5 ;

Vu la loi organique n° 97-01 du 08 janvier 1997 portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ;

Vu le règlement intérieur de ladite Cour adopté le 13 mai 1997 ;

Vu la requête du Premier ministre, Chef du Gouvernement, datée du 19 février 2004, enregistrée le même jour au Greffe de la Cour sous le n° 002-G, par laquelle cette Autorité transmet, sur instruction du Président de la République, la loi organique sur la Cour constitutionnelle votée le 17 février 2004 par l'Assemblée nationale et demande à la Cour d'en examiner la conformité à la Constitution, le tout par application des articles 92 et 104, alinéas 1, 3, 4 et 5 de la Constitution ;

Vu les pièces du dossier ;
Le rapporteur ayant été entendu ;

Considérant que la requête du Président de la République est présentée dans les forme et délai de la loi ; qu'il échet de la déclarer recevable ;

Considérant que de l'analyse, article par article, de la loi organique déferée aux fins de contrôle de constitutionnalité, il ressort que toutes ses dispositions sont conformes à la Constitution ;

DECIDE

Article premier - La requête du Président de la République introduite par le Premier ministre est recevable.

Art. 2 - Toutes les dispositions de la loi organique sur la Cour constitutionnelle adoptée le 17 février 2004 par l'Assemblée nationale sont déclarées conformes à la Constitution.

Art. 3 - La présente décision sera notifiée au Président de la République et publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Délibérée par la Cour en sa séance du 26 février 2004 au cours de laquelle ont siégé : M. Atsu-Koffi AMEGA, Président, Messieurs les Juges Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI, Kouami AMADOS-DJOKO, Kouami Emmanuel APEDO, Aboudou ASSOUMA et Kué Sipohon GABA.

Suivent les signatures.

Pour expédition certifiée conforme

Lomé, le 26 février 2004

Le Greffier
Me DJOBO Mousbaou

DECISION N° 51 /ML du 28 octobre 1997 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de quartier

Le maire de la ville de Lomé,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret N° 81- 29 du 6 juillet 1981 portant modalités d'application de la loi organique relative à l'organisation territoriale et fixant les attributions des chefs de régions, des préfets et sous-préfets ;

Vu le décret N° 59 -121 du 03 août portant statut de la chefferie traditionnelle et modifiant l'arrêté N° 951-49/APA du 02 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le décret N° 96-103/PR du 02 octobre 1996 portant attributions et organisation du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil coutumier organisée le 24 août 1997 dans le quartier de Dogbéavou - Canton d'Amoutivé (Commune de Lomé);

DECIDE

Article premier : Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de Monsieur ADJANOH Kangni Christophe en qualité de Chef de quartier de Dogbéavou - Canton d'Amoutivé dans la Commune de Lomé (préfecture du Golfe).

Art. 2 : Monsieur ADJANOH Kangni Christophe, Chef de quartier de Dogbéavou est placé sous l'autorité du Chef de Canton d'Amoutivé ((préfecture du Golfe)..

Art. 3 : La présente décision qui prend effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République Togolaise.

Lomé, le 28 octobre 1997

Le Maire de la ville de Lomé
Amouzouvi AKAKPO

Vu et approuvée
Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité
Général Séyi MEMENE

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

N° 2002 /MISD-SG-DAPSC-DSC

**Dénomination : NOTRE AVENIRA TOUS
(N.A.T.)**

Siège : Lomé – Togo

But : - Promouvoir le développement humain durable par la réalisation d'actions économiques, sociales, culturelles et infrastructurelles fondée sur la prise en compte de la dimension sociale ;

- Maintenir entre ses membres l'esprit d'équipe, de solidarité, l'écoute de l'autre, la tolérance et l'amour du prochain.

Lomé, le 14 septembre 2004

Le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité
et de la Décentralisation

Chef d'Escadron Akila-Esso BOKO